

# Philippe Close, futur maïeur rassembleur

- L'actuel échevin du Tourisme, Philippe Close, remplacera Yvan Mayeur à la direction de Bruxelles.
- Il a un profil nettement plus rond que son prédécesseur.
- Et plus folklorique.

C'est une revanche, indéniablement. Alors qu'en 2013, Philippe Close a vu le poste de bourgmestre lui passer sous le nez au profit d'un certain Yvan Mayeur, l'actuel échevin des Finances s'appête aujourd'hui à s'installer sur le siège mayoral. Il passe ainsi devant Karine Lalieux et Faouzia Hariche, deux échevins ayant obtenu plus de voix que lui en 2012 – lui a obtenu 1.998 voix.

Ce Liégeois d'origine est loin d'être une nouvelle tête dans le paysage politique. « C'est quelqu'un de travailleur et d'expérimenté, il a les pieds dans le terrain », entame Vincent De Wolf, chef de groupe MR à la Région, qui le connaît depuis longtemps.

La carrière de cet ancien rugbyman démarre en 1993. Après une licence en droit, il devient collaborateur parlementaire chargé des matières institutionnelles pour le sénateur Roger Lallemand. Il plonge, sans filet, dans le monde politique, ses combats mais aussi ses désillusions. « Lorsque Roger Lallemand s'est fait éjecter brutalement du PS, où j'étais entré vers 1993, j'ai compris que la politique n'était pas pour les enfants de cœur... A un moment, on doit décroïsonner le débat et être un tueur pour ses idées », déclare-t-il en 2016 à nos confrères du Vif. Il répond de cette manière à certains ennemis politiques qui l'ont qualifié de « tueur »...

## Mayeur le clivant, Close le rassembleur

Pourtant, Philippe Close a la réputation d'avoir un profil nettement moins clivant qu'Yvan Mayeur. « C'est quelqu'un de plus rond, de plus convivial », observe Caroline Désir, son numéro 2 à la tête du groupe PS du parlement bruxellois. Il est capable de mettre de l'huile dans les rouages, même si, bien sûr, il sait défendre son point de vue. « Même son de cloche dans les rangs MR à la Région, où les deux partis sont en compétition depuis de nombreuses années. Plusieurs sources confirment : Close, c'est un « rassembleur ». « Cela pourrait lui être fort utile pour gérer l'après-Mayeur », commente-t-on.

Le Bruxellois le dit lui-

même : il est issu de l'appareil du PS. Il a travaillé à l'Institut Emile Vandervelde et a opéré comme porte-parole de Di Rupo. En 2001, il est promu chef de cabinet du bourgmestre de Bruxelles de l'époque, Freddy Thielemans. En 2006, il se présente pour la première fois aux élections et est élu échevin du Tourisme et du Personnel. En 2009, il devient député régional. Il fait son chemin au parlement bruxellois, en présidant la commission Infrastructure. Une orientation logique pour celui qui a été vice-président de la Stib. En 2013, alors qu'il rêve de succéder à Freddy Thielemans, c'est la déconfiture, on l'a dit.

## Un fer de lance du tourisme bruxellois

Mais Philippe Close ne se laisse pas abattre. C'est un ambitieux. D'ailleurs, en 2012, son interview au *Soir* dans laquelle il déclare « A Bruxelles, on n'est pas dans le Hainaut, ayons de l'ambition ! » en fait bondir plus d'un dans son propre parti. Le mayorat lui échappe ? Qu'à cela ne tienne, il continue de monter en puissance en devenant chef de groupe au parlement régional.

Un poste où il fait parler de lui pour une série de dossiers : il n'hésite pas, par exemple, à bander les muscles pour obtenir des mesures plus sociales dans le cadre de la réforme fiscale bruxelloise. Durant l'été 2016, il suscite une déferlante de réactions en proposant d'ouvrir le droit de vote aux étrangers aux élections régionales. « La richesse des Bruxellois, c'est leur diversité et leur ouverture. Pour montrer cela, je pense qu'il est temps de passer à l'étape supérieure et de dire que tous ceux qui résident en Belgique depuis plus de 5 ans doivent pouvoir voter aux élections régionales », explique-t-il au *Soir*.

À la Ville de Bruxelles, il n'est pas resté les mains vides au lendemain de l'arrivée d'Yvan Mayeur. Au contraire, il surinvestit le secteur du tourisme, de la musique et de l'organisation d'événements. Un milieu qu'il a découvert en 2007, en devenant président du BITC, le Brussels International Tourism and Congress, l'ancêtre de Visit Brussels.

En 2013, c'est lui qui est à la manœuvre lors de la réouverture du Palais 12. Ce n'est pas un hasard : le futur bourgmestre est un passionné de musique rock et métal – on se souviendra de l'hommage rendu à David Bowie sur la Grand-Place. Philippe Close est aussi à l'origine de la création du Brussels Summer Festival (BSF), un festival en plein centre de Bruxelles. Avec le temps, c'est devenu un véritable incontournable de l'été bruxellois.

En tant qu'échevin du Tourisme, c'est toujours lui qui est à la manœuvre pour l'organisation des Plaisirs

d'hiver, un événement qui attire

chaque année des millions de visiteurs dans le quartier Sainte-Catherine. Le poste de directeur de Brussels Expo lui donne une visibilité énorme : de l'exposition Harry Potter en passant par tous les congrès et concerts organisés à la Madeleine ou au Palais des Expositions. Avec Philippe Close, Bruxelles ne dort jamais (ou presque).

Dans les couloirs de l'Hôtel de Ville, de nombreux collègues reconnaissent son volontarisme dans ce secteur. « Il a clairement développé Bruxelles sur le plan touristique, confie cette source de l'opposition. Il faut lui reconnaître cela. Mais il l'a parfois fait avec une vision particulière : celle de gérer l'Etat comme une entreprise privée, en se disant qu'il n'a pas de compte à rendre tant que le boulot est fait. »

## La guerre des salles de spectacle

Tout ne se passe pas pour autant sans problème : la politique menée par Philippe Close a par exemple mené à une vraie « guerre des salles » à Bruxelles. Fin 2016, Annie Valentini, directrice générale du Botanique, dénonce l'attitude de la Ville de Bruxelles

vis-à-vis du Cirque royal, une salle dont Brussels Expo a voulu reprendre la gestion : « L'appel à candidature de la Ville a été prévu pour Brussels Expo. C'est à peine s'ils n'ont pas écrit dans l'appel "votre nom doit être Brussels Expo". De plus, l'appel d'offres a été publié en juillet, avec le minimum de visibilité, et il fallait rentrer le dossier pour le 29 août. C'est vraiment créer les conditions pour que les candidatures soient réduites ou inexistantes... »

Brussels Expo a en effet remporté le marché. Pour certains, c'est logique : le Cirque appartient à la Ville, cette dernière peut donc en faire ce qu'elle veut. Pour d'autres, cette décision est le symbole d'une tendance de la Ville à vouloir tout monopoliser... « Je pense que Philippe Close devra apprendre à faire confiance à d'autres acteurs, notamment au niveau culturel, et à ne pas prendre tous les mandats pour lui », observe Zoé Genot, cheffe de groupe Ecolo. Surtout si c'est pour faire de la culture commerciale... »

Autre corde à son arc : le dossier Neo, le projet de développement urbain du plateau du Heysel. Près de 590 logements, 2 crèches, 72.000 m<sup>2</sup>

d'espace commercial, 9.000 m<sup>2</sup> de restauration... Bref, on le voit : Philippe Close est un bossueur. « Un homme qui connaît bien ses dossiers », commente-t-on dans les travées du parlement bruxellois. Une assemblée dans laquelle il a déjà annoncé qu'il ne siègera plus en septembre.

Le nouveau bourgmestre devra convaincre, s'il espère rester en fonc-

tion après les élections de 2018. Il n'aura pas forcément la tâche facile : jeudi soir, alors que plusieurs noms circulaient pour le poste, c'est le seul candidat qui faisait l'objet de critiques directes. Le conseiller communal N-VA Johan Van den Driessche estime que Close ne tranche pas assez avec « Yvan Mayeur et sa politique d'arrière-chambre ».

Son nombre élevé de mandats (21 en 2015, selon Cumuleo, même si seuls trois sont rémunérés) ne plaide pas forcément en sa faveur non plus. En guise de conclusion, cette phrase d'un membre de l'opposition : « S'il ne fait pas de bêtise au niveau des "affaires", il a le profil d'un bourgmestre qui pourrait durer 20 ans. »

D'ici là, rendez-vous en 2018 ! ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

## Philippe Close

Âgé de 46 ans, il est actif à la Ville de Bruxelles depuis 17 ans. Diplômé en droit, il a commencé sa carrière comme collaborateur du sénateur Roger Lallemand, avant de devenir porte-parole d'Elio Di Rupo. Il est ensuite devenu le chef de cabinet de Freddy Thielemans. Il exerce comme échevin depuis 2006, avec les portefeuilles du Tourisme, des Finances et du Personnel. En parallèle, il a également mené une carrière de député bruxellois. Elu une première fois en 2009, il est reparti pour une législature en 2014. Il va quitter son poste de chef de groupe PS au parlement.

# Bruxelles-Ville : du neuf sur fond de crise

Plus facile de se relancer après les disputes et les ruptures : dans la « salle des mariages », vendredi après-midi à l'hôtel de ville de Bruxelles, Philippe Close et son équipe réduite (PS, MR, VLD, exit le SPA) ont pris un nouveau départ sur fond de tensions et sur l'air du changement dans la continuité...

Le changement, parce que le transfert du témoin se produit après (?) l'affaire Samusocial et à l'heure d'exigences accrues en termes de « bonne gouvernance » : afin de se consacrer « pleintemps » à ses tâches de bourgmestre, Philippe Close quitte son poste de chef de groupe au parlement bruxellois et se débarrassera, explique-t-il, de l'essentiel de ses mandats par ailleurs, préservant ceux (non rémunérés) qui ont trait directe-

ment à sa fonction mayorale. A suivre. Changement encore : l'échevine SPA, Ans Persoons, ne sera pas remplacée, les membres du collège se répartiront ses compétences : affaires néerlandophones, contrats de quartier, participation. Message : le départ du SPA est une opération neutre en nombre de sièges occupés par les trois partis qui restent aux affaires.

## « Un homme à terre »

Voilà pour le changement. Dans la

continuité, disait-on : tous ont souligné qu'il s'agira surtout de mettre en œuvre les projets élaborés sous le régime Mayeur, dont le fameux et contesté piétonnier, et (à peu près) tous ont voulu témoigner leur affection – Philippe Close et Alain Courtois en tête – au leader qui s'ef-

face : « Un homme à terre », il ne faut pas oublier « l'aspect humain », il a besoin « de prendre un peu de recul, vous le comprendrez »...

Dans la salle, plusieurs membres de l'équipe du bourgmestre démissionnaire, entre autres Rita Glineur, sa cheffe de cab', sont émus. En principe, Yvan Mayeur reste en fonction jusqu'au 26 juin, le prochain conseil communal et la prestation de serment du collège renouvelé. Socialistes et libéraux se répartiront les compétences scabinales d'ici là.

Quant aux tensions, on retiendra l'inquiétude qui étire l'hôtel de ville de la capitale dans le contexte que l'on sait, partant les formations au pouvoir (PS, MR, VLD), ainsi que la nervosité générale à un an et demi des élections communales, autant dire en pleine campagne, déjà.

## Le cas Smet

Sans oublier les terribles passes

d'armes intramajoritaires jeudi soir (*Le Soir* de vendredi) en particulier entre socialistes francophones et flamands. En l'occurrence, entre Yvan Mayeur et Ans Persoons. Cela, après que le bourgmestre en partance eut, en réunion, rudement mis en cause le SPA. En particulier Pascal Smet, ministre régional, qui avait déclenché l'affaire Samusocial en réclamant un audit sur l'ASBL, et qui, mercredi et jeudi, s'était répandu en tweets brûlants pour incriminer tant qu'il le pouvait Yvan Mayeur, son compère jusqu'il y a peu... Bref, ça a pété en réunion jeudi soir.

Où le toujours locataire de l'hôtel de ville a d'emblée expliqué que cela ne dérangerait pas grand monde de voir l'échevine socialiste flamande libérer la place, et qu'il était tout prêt, pourquoi pas, à l'occuper en personne... Le SPA n'a pas du tout apprécié. Ajoutez la volonté chez les rouges du nord de se démarquer (lire page suivante) d'un socialiste francophone très décrié dans les médias flamands, qui « font » l'opinion publique, c'est sacré. Bref, on s'aime. Résultat : une crissette socialistico-socialiste au sein d'une crise bruxello-bruxelloise de grande ampleur, tout ça en pleine crise de confiance tout court dans la politique. Et voilà le travail. ■

DAVID COPPI

## SP.A Contraint de tourner le dos au PS

### ANALYSE

De mémoire de socialiste, on n'avait pas souvent vu les camarades du nord aussi durs avec ceux du sud.

Le point d'orgue a été atteint ce jeudi soir, lorsque le SPA a tout simplement quitté les négociations en vue de la nomination d'un nouveau bourgmestre de Bruxelles, larguant le PS. John Crombez, le président du SPA, raconte : « Entre 17 et 20 heures, jeudi, le PS a testé la possibilité

qu'Yvan Mayeur reste échevin à Bruxelles, ce que j'ai refusé catégoriquement. Puis, en soirée, au début des négociations pour la désignation du bourgmestre, Yvan Mayeur s'en est pris à notre échevine, Ans Persoons, lui reprochant violemment le fait que ce soit le SPA qui ait commandé un rapport sur le Samusocial, entraînant la chute de Mayeur. » Une version pas fondamentalement démentie auprès des autres partis, où l'on fait savoir que la question d'un échevinat pour Mayeur « a fait partie des options sur la

table ».

Le SPA estime donc qu'il n'a pas claqué la porte, mais qu'il s'est fait mettre dehors par le PS et le MR. Quoi qu'il en soit : grosses tensions avec le parti frère.

### Mesures de bonne gouvernance

Mais la situation n'arrange-t-elle pas les socialistes flamands ? Le PS ne devient-il pas à leurs yeux difficilement fréquentable ? « C'est une analyse correcte, indique Carl Devos, professeur de sciences politiques à l'Université de Gand. Durant les derniers mois, le SPA a pris des mesures de gouvernance très avancées (salaires maximaux, décumul), ce qui en fait le parti le plus en pointe dans ce domaine en Flandre. Et avec l'affaire du Samusocial, ils ont pris conscience du risque d'être associés, aux yeux des Flamands, au Parti socialiste, considéré comme le parti des affaires, de la corruption. »

Et il est vrai qu'en matière de gouvernance, les deux partis

n'avancent pas au même rythme. « Depuis deux ans et déjà avant les affaires Publiftin et Publipart, j'ai pris des mesures de bonne gouvernance », indique John Crombez. Côté PS, la machine met plus de temps à se mettre en marche. « C'est apparu de manière symbolique au rassemblement des militants samedi dernier, où les membres du PS voulaient aller plus vite que le président sur la fin du cumul », indique Carl Devos. Le SPA a donc en quelque sorte été forcé de se distancier de son partenaire traditionnel, celui grâce auquel il a, du reste, souvent pu exercer le pouvoir. « Mais le SPA ne pouvait pas justifier qu'il puisse tenir des positions avancées en matière de gouvernance en Flandre et qu'il ne les applique pas à Bruxelles. D'où la position ferme vis-à-vis d'Yvan Mayeur. »

Mais, pour Carl Devos, la posture n'est pas seulement stratégique. « Je pense aussi qu'au SPA, il y a des gens qui sont dégoûtés, qui estiment que des rémunéra-

tions prises sur des dons aux sans-abri, c'est insupportable. »

De son côté, le président du SPA, John Crombez, se refuse à parler d'une volonté de se distancier de manière générale du PS. « Il y a pour nous un problème de personnes. Quand il est apparu qu'Yvan Mayeur était mêlé au scandale du Samusocial, nous avons indiqué que nous allions quitter la majorité s'il ne présentait pas sa démission. Il a démissionné, et nous étions prêts à y rester. Mais c'est le PS et le MR qui nous en ont exclus. »

Carl Devos concède effectivement que la dégradation des relations entre PS et SPA n'a pas atteint des sommets. « Le président du SPA a des contacts fréquents avec Elio Di Rupo, il se rend à ses congrès. Ce qui se passe est donc un moment difficile, mais ce n'est pas un point de rupture. » ■

BERNARD DEMONTY

## piétonnier Un permis qui tombe à pic

**H**azard du calendrier ? On peut en douter, mais une chose est certaine : le 31 mai, le fonctionnaire délégué régional a accordé le permis d'urbanisme pour l'aménagement des boulevards du centre en piétonnier au maître d'ouvrage, Beliris (l'accord de coopération entre le fédéral et la Région bruxelloise). Et Beliris, avec Didier Reynders (MR) à sa tête, a communiqué le jour même de la démission d'Yvan Mayeur. Une manière de montrer qu'on avance alors que le bourgmestre doit rentrer à la maison.

Dès l'annonce de sa démission, les réseaux sociaux n'ont pas manqué de relayer les espoirs de certains commerçants et habitants. Tous les opposants au piétonnier faisaient la danse de la joie et se se-

raient bien vus fêter le retrait de la vie politique d'Yvan le Terrible en roulant en voiture diesel sur le boulevard Anspach.

Ce vendredi, Alain Courtois et Philippe Close ont détruit les rêves des pilotes. Le projet du piétonnier est bien en marche. Il continue sa route même si le nouveau bourgmestre n'exclut pas la possibilité de revenir vers les citoyens pour mieux prendre leurs demandes en considération. Cette décision n'est pas une surprise puisqu'il a toujours été répété que le piétonnier était un projet porté par l'ensemble du collège. De plus, Philippe Close n'a jamais caché son enthousiasme, lui qui y voit un attrait touristique majeur, notamment pour son futur musée de la

Bière dans le palais de la Bourse.

La délivrance du permis d'urbanisme renforce cette volonté. Du côté de Beliris, on confirme la tenue des travaux malgré les changements au sein du collège de la Ville de Bruxelles. « *Nous sommes le maître d'ouvrage. On nous mandate pour un projet, nous avons les permis, nous les exécutons* », explique l'administration de Beliris. Circulez, il n'y a rien à voir de ce côté-là.

### Vers un feu vert en été

Le regard de Beliris se porte plutôt du côté de la place de Brouckère. Dès les travaux d'étanchéité terminés, Beliris envisage de débiter ceux le long des boulevards. Par contre, le maître d'ouvrage n'a

pas reçu le feu vert de la part de la direction des Monuments et sites pour sa demande de permis d'urbanisme au niveau de la Bourse. Le bâtiment étant classé, il devait faire l'objet d'un permis spécifique. Beliris doit apporter des modifications mineures et devrait avoir le feu vert durant l'été. Même si aucun planning précis n'est annoncé, on peut parier sur un début de chantier pour fin août. A moins que des recours ne soient introduits. Mais comme le disait Didier Reynders, « *si on avait attendu qu'il n'y ait plus aucun recours, on vivrait dans un désert* ». ■

VANESSA LHULLIER

## PS Elio Di Rupo à la barre, Laurette Onkelinx affaiblie

**J**e suis en colère. » La phrase est salée comme de l'eau de mer. Elle jaillit de la bouche d'un socialiste plutôt connu pour sa mesure. Mais là, il écume. L'affaire du Samusocial, c'est une nouvelle bordée sur le flanc du navire du PS. Et elle a fait des dégâts. « *C'est dramatique*, constate un camarade carolo. *La politique, c'est du symbolique ; et là, on touche à la pauvreté. Cela fait extrêmement mal au parti.* » D'autres tentent de nuancer : « *il y a eu une faute mais pas de détournement d'argent public*, glisse une élue de la capitale. *Ce n'est pas acceptable mais Yvan l'a bien compris et a démissionné en 24 heures.* »

Les dégâts sont considérables. « *On est tous dans le même bateau et à nous tous de colmater les brèches*, calme un cacique du parti. *En expliquant que ce n'est pas parce que certains ont fauté que tout l'équipage et le navire sont pourris.* » La métaphore est rassembleuse. Mais elle ne reflète guère l'humeur des marins. Certains pointent ouvertement l'attitude de Laurette Onkelinx, encline à défendre Yvan Mayeur contre vents et marées. « *Cette crise a été très mal gérée*, déplore un Bruxellois. *Mayeur, plus personne ne pouvait le piffer, à part un cercle d'obligés et Laurette. Mais elle préside une fédération et pas un cercle d'amis.* »

### « Laurette est affaiblie »

L'intervention de son mari n'a rien arrangé. Car tandis que Laurette Onkelinx réclamait toute la clarté dans le dossier du Samusocial, le cabinet de Marc Uyttendaele adressait un courrier à la Région bruxelloise pour lui signifier, en des termes juridiquement choisis, d'aller voir ailleurs. « *Il y a un conflit d'intérêts que je ne peux pas comprendre*, vitupère un Wallon cour-

roucé. *Dans un tel contexte, son mari n'aurait pas dû défendre le Samusocial. Cela ne crédibilise ni la politique ni le métier d'avocat. C'est une faute professionnelle et politique.* » La langue claque comme un fouet. « *Sa légitimité est atteinte* », cingle un autre socialiste sudiste. « *Est-elle affaiblie ? Poser la question, c'est y répondre ; Et il est dommage qu'elle ne s'en rende pas compte* », entend-on en certains coins de la capitale.

D'autres tempèrent ces propos tempétueux. « *Laurette et son mari ont des carrières parallèles et savent ce qu'ils doivent faire chacun de leur côté* », relativise un Liégeois. « *L'intervention de Marc Uyttendaele n'a pas aidé le processus*, nuance un cadreur du parti. *Mais ils ont toujours expliqué qu'il y avait une distinction entre le fait qu'ils sont mariés et leurs professions respectives.* » Le risque d'un amalgame semble pourtant sérieux. « *L'intervention de Marc Uyttendaele ne salit pas Laurette*, rétorque une Bruxelloise. *Pour moi, il n'y a pas d'amalgame.* »

Et Elio Di Rupo ? Le capitaine apparaît-il déstabilisé par cette bordée à tribord ? De l'avis d'une large part de l'équipage, non. « *Avec Publifin, le tempo des réactions et leur hauteur n'avaient pas été bons*, admet un Wallon. *Mais ici, je ne doute pas que c'est lui qui a fait basculer la décision.* » « *Il y a un président de parti et une présidente de fédération*, rappelle une éminence socialiste. *Ils sont en tête de pont et gèrent les situations qui se présentent de façon inattendue et qui n'étaient pas détectables.* » Et chacun se plaît à rappeler qu'Elio Di Rupo, pour avoir subi d'injustes accusations, ne sera jamais homme à condamner trop vite.

### « Elio doit poser un geste fort »

Mais tout de même ! Celui qui brandissait le sabre en 2005 en promettant de « *traquer les parvenus* », semble avoir échoué dans cette quête. Chaque scandale est un pied de nez à la face du capitaine. « *Le PS est une organisation humaine avec des milliers de membres et de mandataires*, défend un Bruxellois. *Imaginer que le président peut déceler un problème pour chacun de ses membres, c'est impossible. Ou alors, il faut transformer le parti en une espèce de Cour des comptes. Bien sûr, on peut mieux faire. Mais la seule façon que cela ne se reproduise plus, c'est d'avoir une auto-saisine de la commission de déontologie, avec une palette de sanctions allant jusqu'à l'exclusion du parti.* »

Di Rupo, indemne alors ? « *Quand le bateau tangué, celui qui est à la barre est responsable*, tranche un cadre intermédiaire du parti. *Mais ici, cela tangué tellement que je ne sais pas qui pourrait prendre la relève. Et la vraie question, c'est pour faire quoi ?* » « *Trop souvent, on a l'impression que les réactions se font attendre*, clame une autre. *On nous parle de commission de déontologie. Mais nous ne sommes pas un tribunal, nous sommes en politique. Dans le parti, il y a beaucoup de technocrates incapables de prendre des mesures fortes. Mais il ne suffit pas d'être le parti. Il faut repenser le modèle. Et Elio doit poser un geste fort. Il n'est pas normal que celui qui demande de ne plus cumuler soit à la fois bourgmestre de Mons, député fédéral et président de parti.* »

Et de conclure : « *Evidemment qu'il y a une fronde au sein de nos groupes parlementaires.* » ■

PASCAL LORENT

## Le parquet ouvre une information judiciaire

Le parquet de Bruxelles a confirmé vendredi avoir ouvert une information judiciaire concernant le Samusocial. « Un magistrat du parquet a été désigné pour vérifier si d'éventuelles infractions ont été commises dans la gestion du Samusocial, sur base des différents articles de presse parus ces derniers jours », a déclaré le porte-parole du parquet au *Soir*. L'ouverture d'une information judiciaire est la première étape de la procédure. Sur base des éléments recueillis, la justice pourra ensuite décider de classer le dossier sans suite ou de le mettre à l'instruction sur base des éléments recueillis. Pour rappel, les différents éléments parus ces derniers jours montraient que le conseil d'administration de l'ASBL avait perçu des émoluments forfaitaires ne correspondant pas à la tenue éventuelle de réunions du CA, du bureau ou de l'assemblée générale. Deux tiers des sommes versées revenaient à Yvan Mayeur et Pascale Peraïta. (P.Lt)

## Joëlle Milquet propose ses services

Cheffe de file du CDH à Bruxelles, députée régionale, Joëlle Milquet propose ses services à la (nouvelle) majorité aux commandes de la commune afin, explique-t-elle à qui veut l'entendre, de réfléchir à la façon d'améliorer la gouvernance publique en règle générale. Une proposition de collaboration avant la campagne pour les communales de 2018 et les législatives-régionales-européennes de 2019, et une compétition sans merci. A laquelle, sans doute, elle prendra part. (D.Ci)

## Caroline Désir, possible cheffe de groupe au parlement bruxellois

Choisi pour prendre le maïorat de Bruxelles-Ville, Philippe Close a annoncé qu'il quittera le parlement de la Région bruxelloise, où il est député et chef du groupe PS. Qui le remplacera à la tête des socialistes du parlement ? On parle de Caroline Désir, députée régionale depuis juin 2009 et échevine à Ixelles. Egalement membre du parlement de la Communauté française, elle s'y est spécialement activée dans le domaine de l'enseignement.

## carnet du samedi Déconnectés, eux ? Ben voyons...

**P**our des raisons pratiques... Les canailles qui ont de petites fautes à se reprocher sont priées de (discrètement) se signaler à leurs parlements pour que ceux-ci puissent s'organiser un minimum. Le fait est que, au train où ça va, il n'y aura bientôt plus assez de députés pour former des commissions d'enquête parlementaires.

Après le Kazakhgate, Publifin et Cie, une nouvelle commission va se pencher sur le Samusocial de Bruxelles dont les dirigeants se payaient (bien) sur le dos des nécessiteux.

La règle pose que le total des émoluments d'un mandataire ne peut pas dépasser 150 % de l'indemnité parlementaire (182.000 euros brut). Mais cette limite ne cible que

les rémunérations publiques. Le Samusocial a statut privé.

Donc, salaire = privé.

Donc = va te faire foutre le plafond.

La question a fusé cette semaine, à l'addition des affaires touchant le PS (sans remonter au déluge : Augusta, la Carolo, Publifin, l'ISPPC, Samusocial, etc., etc., etc.) : qu'est-ce qui explique que le PS est

mouillé comme un étang alors que les autres partis restent (plus au moins) au sec ?

Le pouvoir, of course. Le PS s'est installé en Wallonie comme les racines de l'oyat retiennent les dunes. On a aussi entendu parler d'une « déconnexion des réalités ». Nos élus vivaient à 10.000 pieds

du sol, sans plus mesurer l'énormité de leurs salaires.

Conneries.

Les élus ne sont pas ces pachas de l'industrie qui n'ont jamais mis moins de 100 m entre eux et un prolétaire. Ce sont des élus de terrain, très au fait des réalités de la vie. Yvan Mayeur est assistant social. Il a présidé le CPAS de 1995 à 2013. Pascale Peraïta a dirigé le Samusocial de 1999 à 2013, avant de présider le CPAS. La misère, ils savent. Elle leur a soufflé dans le nez tous les jours et longtemps.

Si quelqu'un semble déconnecté du réel, c'est le patron. En selle depuis 1999, longtemps brillant, vif, inspiré, Elio Di Rupo est aujourd'hui méconnaissable, dépassé, à contretemps, pusillanime. A-t-il tiré les leçons des affaires carolos de

2005 ? Les faits prouvent que non. A-t-il agi en 2013, quand l'Inspection des finances a commencé à renifler des faits curieux au Samusocial (gestion floue, sursalaires) ?

Les faits prouvent que non.

On dira : le président ne peut pas avoir l'œil à tout. Si. Il doit avoir l'œil à tout. C'est même son travail.

Di Rupo est-il encore à sa place ? Les barons du PS décrètent en général que le moment n'est pas idéal pour lancer une présidentielle et qu'il est préférable de laisser passer les communales (2018) et les fédérales/régionales (2019).

Bref : on bougera après le scrutin mais on ne touche à rien avant.

Ah...

Z'êtes totalement sûrs de votre coup, les mecs ? ■

PIERRE BOUILLON